



**PRÉFET
DE LA GIRONDE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Nouvelle-Aquitaine**

Unité départementale de la Gironde
Cité administrative
2, rue Jules Ferry
BP 55
33200 Bordeaux

Bordeaux, le 05/01/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/11/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

ALCYON ENVIRONNEMENT SERVICES (AES)

1 bis rue J. Sabourin
33440 Saint-Louis-De-Montferrand

Références : 25-977
Code AIOT : 0005205442

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/11/2025 dans l'établissement ALCYON ENVIRONNEMENT SERVICES (AES) implanté 1 bis rue J. Sabourin 33440 Saint-Louis-de-Montferrand. L'inspection a été annoncée le 13/10/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Un arrêté préfectoral de mise en demeure a été pris à l'encontre de l'exploitant le 5 février 2024. Les constats établis lors de la visite d'inspection du 17 octobre 2024 ont mis en évidence le respect de certaines dispositions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure susvisé. L'inspection du 25 novembre 2025 avait pour objet de contrôler le respect des points restants (paramètres à analyser pour les rejets aqueux, conformité des RIA, mise en place d'un système de détection incendie, orientation et rehaussement des parois des box de stockage de pneus, résistance au feu des parois REI 240). Elle a également permis de faire un bilan sur les écarts réglementaires relevés lors de la précédente inspection et n'ayant pas fait l'objet de réponse de la

part de l'exploitant.

Lors de cette inspection, la société ALCYON ENVIRONNEMENT SERVICES a expliqué que le bureau d'études NOUGER, qui l'accompagnait jusqu'à présent en tant que conseiller « environnement/ICPE », a mis fin à cet accompagnement. L'exploitant a fait part de ses difficultés à retrouver un bureau d'études acceptant de suivre l'installation (ces difficultés seraient liées à l'activité de broyage de pneus exercée sur le site). Une première réunion entre l'exploitant et le nouveau bureau d'études THERIUS (spécialisé dans l'activité de broyage de pneus) est programmée à l'issue de l'inspection. Aussi, la majorité des actions de mise en conformité par rapport à l'arrêté préfectoral de mise en demeure susvisé reste en attente.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ALCYON ENVIRONNEMENT SERVICES (AES)
- 1 bis rue J. Sabourin 33440 Saint-Louis-de-Montferrand
- Code AIOT : 0005205442
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société ALCYON ENVIRONNEMENT SERVICES exploite sur la commune de Saint-Louis-de-Montferrand une installation de traitement de déchets non dangereux de pneus usagés. Elle exerce les activités suivantes:

- collecte, regroupement et tri de pneumatiques usagés ;
- traitement de pneumatiques usagés par cisailage.

L'exploitation du site est encadrée par l'arrêté préfectoral complémentaire du 25 juillet 2022. L'exploitant dispose également d'un agrément de collecte et de regroupement de pneus usagés renouvelé pour une durée de 6 ans par l'arrêté préfectoral complémentaire du 20 janvier 2021.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- Déchets
- Eau de surface
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les

installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Gestion des effluents	Arrêté Préfectoral du 25/07/2022, article 4.3.5	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande	Demande de justificatif à l'exploitant,	3 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
		article 4.3.5	l'exploitant, Demande d'action corrective	l'exploitant, Demande d'action corrective	
2	Mise en demeure – Rejets aqueux	AP de Mise en Demeure du 05/02/2024, article 1 (extrait)	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
3	Mise en demeure – Moyens de lutte contre l'incendie	AP de Mise en Demeure du 05/02/2024, article 1 (extrait)	Avec suites, Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
4	Mise en demeure – Détection incendie	AP de Mise en Demeure du 05/02/2024, article 1 (extrait)	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
5	Mise en demeure – Dispositions constructives	AP de Mise en Demeure du 05/02/2024, article 1 (extrait)	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
6	Emissions diffuses de poussières	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article Annexe 3.1, section VI	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

De nombreux écarts réglementaires sont relevés dont certains faisaient déjà l'objet de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 5 février 2024.

Considérant que l'exploitant a engagé des actions correctives en vue de se mettre en conformité et compte tenu du contexte (changement du bureau d'études accompagnant la société ALCYON ENVIRONNEMENT SERVICES sur le volet « environnement »), aucune sanction administrative et aucune nouvelle mise en demeure ne sont proposées à ce stade. Néanmoins, l'exploitant doit apporter les réponses demandées par l'Inspection des installations classées dans les délais fixés dans le présent rapport. Une nouvelle inspection pourra être menée durant l'année 2026 afin de vérifier la mise en conformité sur l'ensemble de ces points.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Gestion des effluents

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/07/2022, article 4.3.5
Thème(s) : Risques chroniques, Définition des points de rejet
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 17/10/2024• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective• date d'échéance qui a été retenue : 02/06/2025
Prescription contrôlée : Tableau définissant les points de rejet et les modalités de gestion des effluents
Constats : Pour rappel, lors des trois inspections précédentes (2021, 2023 et 2024), un écart avait été relevé au sujet de la gestion des effluents. Une partie des eaux pluviales issues de la toiture des bâtiments (en particulier la partie Sud de la toiture du bâtiment de réception et de tri et de l'ancien bâtiment administratif) est collectée et mélangée avec les eaux pluviales susceptibles d'être polluées. Lors de la précédente inspection de 2024, les travaux de mise en conformité n'avaient toujours pas été entrepris malgré les demandes formulées par l'Inspection à l'issue des trois précédentes inspections. A l'issue de la dernière inspection de 2024, l'exploitant avait transmis le devis validé concernant la réalisation des travaux susvisés. Les travaux étaient programmés pour le 1 ^{er} trimestre 2025. Le jour de l'inspection du 25 novembre 2025, l'exploitant a remis la facture attestant de la réalisation de ces travaux (facture établie par FRANCE RENOV HABITAT du 9 mai 2025). La présence des gouttières de collecte des eaux pluviales au niveau des toitures concernées a été constatée. De plus, une cuve de récupération des eaux pluviales de toiture est présente dans le bâtiment de

tri et de réception de pneus. Celle-ci est munie d'une pompe pour renvoyer les eaux pluviales dans le bassin de 120 m³ dédié à l'arrosage des broyeurs et au nettoyage du site.
Aussi, l'écart réglementaire relevé sur ce point lors de la précédente inspection est levé.

Concernant le plan des réseaux, l'exploitant a indiqué ne pas l'avoir mis à jour. Aussi, la demande formulée à l'issue de la précédente inspection est maintenue.

Enfin, durant l'inspection, il a été constaté que des eaux pluviales se sont accumulées à l'arrière du site dans une cuvette naturelle formée au Nord sur environ 400 m² et sur une hauteur de 10 à 15 cm (soit un volume d'eau d'environ 50 m³). Cette situation est liée aux travaux en cours pour la gestion des eaux de l'établissement (nivellement du terrain sur cette zone pour que les eaux météoriques s'écoulent de manière gravitaire vers les différents regards).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit transmettre, sous un délai de trois mois, le plan des réseaux mis à jour en représentant le réseau de collecte des eaux pluviales de toiture au niveau du bâtiment de réception et de tri.

Il est rappelé à l'exploitant que cette demande a déjà été formulée à l'issue des deux précédentes inspections de 2023 et 2024. Cette situation l'expose à une demande de mise en conformité par voie de mise en demeure.

Par ailleurs, il fait pomper les eaux accumulées à l'arrière du site et les évacue vers une filière de traitement dûment autorisée sous un délai de trois mois. Il réalise les travaux nécessaires afin que les eaux météoriques soient gérées conformément aux dispositions de l'arrêté préfectoral en vigueur et transmet les justificatifs à l'Inspection des installations classées (PV d'intervention, facture des travaux, etc.)

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Mise en demeure – Rejets aqueux

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 05/02/2024, article 1 (extrait)

Thème(s) : Risques chroniques, Respect des VLE

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 17/10/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 02/03/2025

Prescription contrôlée :

La société ALCYON ENVIRONNEMENT SERVICES dont le siège social est situé à 1 bis rue Jean Sabourain à Saint-Louis-de-Montferrand

(33440) qui exploite, à cette même adresse, une installation de traitement de déchets non dangereux non inertes de pneus usagés est mise en demeure de respecter les dispositions de l'arrêté préfectoral du 25 juillet 2022 :

- Article 4.3.11 : « en respectant les valeurs limite d'émission (VLE) en concentration dans les rejets aqueux de l'installation pour l'ensemble des paramètres définis par les dispositions de ce même article », dans un délai de trois mois.

- Article 8.2.1.1 : « en intégrant l'ensemble des paramètres listés par ce même article dans la surveillance des rejets aqueux de l'installation et en respectant les fréquences d'analyses des rejets aqueux définies par ce même article », dans un délai de trois mois. [...]

Constats :

Pour rappel, à l'issue de la précédente inspection, l'exploitant devait :

- procéder à la transmission de l'ensemble des résultats d'autosurveillance des rejets aqueux de 2024 via l'application GIDAF conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 28 avril 2014 relatif à la transmission des données de surveillance des émissions des installations classées ;
- indiquer la méthodologie d'échantillonnage selon le guide de février 2022 relatif aux opérations d'échantillonnage et d'analyse de substances dans les rejets aqueux des ICPE établi par le ministère de la transition écologique ;
- inclure le paramètre du chrome hexavalent (Cr6+) dans la surveillance annuelle des rejets conformément à l'arrêté préfectoral en vigueur ;
- mesurer le flux conformément aux dispositions de l'arrêté préfectoral en vigueur. Les résultats doivent être indiqués dans le rapport remis dans GIDAF.
- réaliser des analyses sur les paramètres des MES et DCO selon la fréquence mensuelle définie par l'arrêté préfectoral en vigueur.

Certains résultats d'autosurveillance ne sont toujours pas transmis via l'application GIDAF. À titre d'exemple, pour l'année 2025, seuls les résultats du mois de janvier sont saisis mais n'ont pas été transmis (le statut de ces analyses sur GIDAF reste uniquement « enregistré »). Le rapport détaillé du laboratoire d'analyses a été communiqué par courriel du 25 novembre 2025.

Plusieurs dépassements sont observés lors des analyses de janvier 2025 (AUREA) pour les points de rejet et les paramètres suivants :

- point de rejet 1 : MES (teneur de 140 mg/l pour une VLE de 60 mg/l), Zn (0,99 mg/l pour une VLE de 0,8 mg/l), Cu (0,189 mg/l pour une VLE de 0,15 mg/l) et Fe+Al (14,06 mg/l pour une VLE de 5 mg/l) ;
- point de rejet 2 : pH (8,8 pour un seuil fixé à 8,5), MES (teneur de 77 mg/l pour une VLE de 60 mg/l) et Fe+Al (8,64 mg/l pour une VLE de 5 mg/l) ;
- point de rejet 4 : Fe+Al (8,96 mg/l pour une VLE de 5 mg/l).

Le jour de l'Inspection, l'exploitant a indiqué ne pas avoir conscience de ces dépassements et n'a donc su expliquer ni les éventuelles causes, ni les actions correctives prévues.

Le paramètre du chrome hexavalent est bien inclus dans cette surveillance, l'écart réglementaire relevé lors de la précédente inspection sur ce point est levé.

Les flux n'ayant pas été mesurés lors de ces analyses, ceux-ci ont été calculés par l'exploitant sur la base de la pluviométrie et des surfaces imperméabilisées de l'installation. Ils ont été transmis à l'Inspection par courriel du 10 décembre 2025. Les VLE en concentration de certains paramètres sont conditionnés aux flux mesurés.

Par ailleurs, l'exploitant n'est toujours pas en mesure de préciser la méthodologie d'échantillonnage mise en œuvre.

En outre, le jour de l'inspection du 25 novembre 2025, l'exploitant a justifié avoir réalisé des analyses mensuelles des paramètres MES et DCO. La fréquence de surveillance pour ces paramètres étant erronée dans le cadre GIDAF, ces résultats ne peuvent être saisis via cette application. Le cadre GIDAF devra être corrigé par l'Inspection des installations classées. Les résultats de surveillance mensuelle aux trois points de rejet ont été remis par courriel du 25 novembre 2025 pour les mois de février, mars, mai, juin, juillet, septembre et octobre 2025. Aucun dépassement n'est observé.

L'écart réglementaire relevé lors de la précédente inspection sur ce point est levé.

Enfin, il est à noter que d'autres erreurs figurent dans le cadre GIDAF de l'établissement :

- paramètre de l'étain (Sn) : la VLE devrait être un maximum de 2 mg/l et non pas un minimum ;
- paramètre du chrome hexavalent (Cr6+) : le paramètre ne figure pas dans le cadre de surveillance GIDAF.

Les corrections nécessaires seront effectuées par l'Inspection des installations classées.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant se positionne sur les dépassements observés des VLE en concentration aux trois points de rejet et transmet le plan d'action prévu pour y remédier. Pour rappel, les causes des dépassements et les mesures correctives prévues doivent à l'avenir être renseignées sur l'application GIDAF.

L'exploitant doit procéder à des prélèvements selon les conditions définies par le guide de février 2022 relatif aux opérations d'échantillonnage et d'analyse de substances dans les rejets aqueux des ICPE établi par le ministère de la transition écologique.

Il transmet, à compter de l'inspection du 25 novembre 2025, l'ensemble des résultats d'autosurveillance de ses rejets aqueux via l'application GIDAF conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 28 avril 2014 relatif à la transmission des données de surveillance des émissions des installations classées.

Le rapport présentant les résultats des analyses, transmis via l'application GIDAF, devra contenir les justificatifs relatifs aux éléments suivants :

- méthodologie d'échantillonnage retenue ;
- période d'échantillonnage retenue ;
- nombre de prélèvements réalisés.

Enfin, les mesures de flux doivent être réalisées lors de la surveillance des rejets aqueux de l'installation. Les résultats doivent être indiqués dans le rapport remis dans GIDAF.

L'ensemble de ces actions correctives sont mises en œuvre sous un délai de trois mois.

Il est à noter que ces écarts ont déjà été relevés par l'Inspection et ce à plusieurs reprises. Pour rappel, la persistance d'écarts réglementaires peut faire l'objet d'une proposition de mise en

<u>demeure.</u>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Mise en demeure – Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 05/02/2024, article 1 (extrait)
Thème(s) : Risques accidentels, Entretien des dispositifs de lutte incendie
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 17/10/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant • date d'échéance qui a été retenue : 02/03/2025
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La société ALCYON ENVIRONNEMENT SERVICES dont le siège social est situé à 1 bis rue Jean Sabourain à Saint-Louis-de-Montferrand (33440) qui exploite, à cette même adresse, une installation de traitement de déchets non dangereux non inertes de pneus usagés est mise en demeure de respecter les dispositions de l' arrêté préfectoral du 25 juillet 2022 : [...]</p> <p>- Article 7.6.3: « en justifiant que le nombre de RIA (robinets d'incendie armés) implantés au sein de l'installation est suffisant selon les recommandations de référentiels reconnus. Le cas échéant, l'exploitant met en place les RIA supplémentaires nécessaires », dans un délai de six mois. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>À l'issue de la précédente inspection, il avait été demandé à l'exploitant de :</p> <ul style="list-style-type: none"> • justifier le bon fonctionnement du poteau incendie situé sur la voie publique et justifier que celui-ci permet d'assurer le débit requis par l'arrêté préfectoral en vigueur, à savoir un débit de 60 m³/h sous une pression de 1 bar ; • signaler et indiquer clairement les moyens d'alimentation du réseau des RIA en sollicitant, le cas échéant, une demande de modification des dispositions réglementaires en vigueur. <p>Le jour de l'inspection du 25 novembre 2025, l'exploitant a expliqué que les RIA sont alimentés par le réseau public et le réseau interne du site conformément aux dispositions de l'arrêté préfectoral en vigueur. Aucune modification des dispositions réglementaires en vigueur n'est donc nécessaire. L'écart relevé lors de la précédente inspection sur ce point est levé.</p> <p>Concernant le poteau incendie situé sur la voie publique, l'exploitant n'est toujours pas en mesure de justifier son bon fonctionnement étant donné que les opérations de maintenance et d'entretien de cet hydrant sont réalisées à l'initiative de la commune (l'exploitant a fait part de ses difficultés à obtenir les justificatifs de suivi).</p> <p>Pour rappel, l'arrêté préfectoral en vigueur exige que la défense incendie de l'installation soit assurée par un poteau incendie situé sur la voie publique et par deux cuves de réserve d'eau</p>

incendie de 500 m³ chacune. De plus, le débit d'eau requis pour la défense incendie du site défini par l'arrêté précité est de 360 m³/h (débit évalué dans le dossier de porter à connaissance de mai 2020 selon le document technique D9), soit un volume requis de 720 m³.

Or, le jour de l'inspection du 25 novembre 2025, l'exploitant indique que les deux cuves d'eau susvisées représentant un total de 1 000 m³ suffisent à garantir le débit d'eau requis de 360 m³/h. Ces deux points d'eau sont localisés à l'intérieur de l'enceinte de l'établissement et sont donc situés à moins de 100 mètres de l'installation conformément aux dispositions de l'arrêté préfectoral en vigueur susvisé et selon la réglementation en vigueur applicable. De plus, lors de la précédente inspection de 2024, il avait été constaté que :

- l'exploitant réalise des contrôles mensuels du niveau de remplissage des deux réserves d'eau incendie ;
- les deux réserves d'eau ont été réceptionnées et référencées par le SDIS.

Au regard de ce qui précède, les moyens disponibles sur le site pour assurer la défense incendie de l'installation sont considérés comme suffisants. Les prescriptions existantes seront actualisées en ce sens par l'Inspection des installations classées dans le cadre de l'instruction du dossier de porter à connaissance portant sur la modification de la configuration des box de stockage de pneus (dossier remis en mains propres lors de la précédente inspection d'octobre 2024). L'écart relevé lors de la précédente inspection sur ce point est levé.

Par ailleurs, concernant la mise en conformité des RIA, il est à noter que leur configuration avait été jugée acceptable lors de la précédente inspection considérant que la majeure partie du bâtiment de tri et de réception de pneus était inexploité (seule la partie Ouest est utilisé pour le transfert de pneus depuis le hangar de réception vers les lignes de broyage et représente environ 150 m² du bâtiment dont la surface totale est d'environ 600 m²).

Il avait été rappelé à l'exploitant qu'il devrait justifier, avant la remise en service du bâtiment de tri et de réception de pneus, que le nombre de RIA est suffisant et qu'ils sont implantés selon un référentiel en vigueur.

Dans l'attente, l'exploitant devait veiller à mettre en place les mesures nécessaires pour maîtriser les éventuels risques de propagation d'incendie vers ce bâtiment.

Le jour de l'inspection du 25 novembre 2025, il a été constaté que les conditions d'exploitation au niveau du bâtiment de tri et de réception de pneus sont identiques à celles relevées lors de la précédente inspection de 2024. Ce point n'appelle pas de nouvelle observation de la part de l'Inspection des installations classées.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Comme déjà relevé et indiqué lors de la précédente inspection de 2024, au regard des constats établis et détaillés ci-dessus, aucune suite administrative n'est proposée à ce stade concernant la mise en conformité des RIA.

Toutefois, l'exploitant devra, avant la remise en service du bâtiment de tri et de réception de pneus, justifier que le nombre de RIA est suffisant et qu'ils sont implantés selon un référentiel en vigueur.

Dans l'attente, l'exploitant veille à mettre en place les mesures nécessaires pour maîtriser les éventuels risques de propagation d'incendie vers ce bâtiment.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 6 mois

N° 4 : Mise en demeure – Détection incendie

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 05/02/2024, article 1 (extrait)
Thème(s) : Risques accidentels, Caméra thermique
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 17/10/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant • date d'échéance qui a été retenue : 02/01/2025
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La société ALCYON ENVIRONNEMENT SERVICES dont le siège social est situé à 1 bis rue Jean Sabourain à Saint Louis de Montferrand (33440) qui exploite, à cette même adresse, une installation de traitement de déchets non dangereux non inertes de pneus usagés est mise en demeure de respecter les dispositions de l'arrêté préfectoral du 25 juillet 2022 : [...]</p> <p>- Article 7.6.3: « en mettant en place un système de détection incendie par caméra thermique sur l'ensemble du site avec télétransmission de l'alarme à l'exploitant ou à une société de télésurveillance », dans un délai de six mois.[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Le jour de l'inspection du 25 novembre 2025, l'exploitant a remis la facture d'ATHECO du 3 janvier 2025 attestant de la mise en place de caméras thermiques.</p> <p>Le suivi via ces caméras est reporté sur une application sur les téléphones et les ordinateurs des responsables de l'installation (M. Celhay et Mme Le Bianic).</p> <p>Les caméras couvrent uniquement les box de stockage de pneus.</p> <p>La zone de broyage de pneus n'est pas couverte par un système de détection incendie.</p> <p>L'exploitant s'est engagé oralement à équiper l'ensemble des zones du site présentant un risque d'incendie (zones contenant des déchets combustibles de pneus usagés) d'un tel dispositif.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Considérant que l'exploitant a engagé des mesures correctives sur ce point et qu'une partie du site est désormais munie d'un système de détection incendie par caméras thermiques, aucune sanction administrative n'est proposée à ce stade.</p> <p>L'exploitant met en place un système de détection incendie sur l'ensemble des zones de l'installation contenant des déchets combustibles et présentant ainsi un risque d'incendie sous un délai de trois mois. Il transmet le justificatif associé sous ce même délai (PV d'intervention).</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

N° 5 : Mise en demeure – Dispositions constructives

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 05/02/2024, article 1 (extrait)

Thème(s) : Risques accidentels, Etanchéité et résistance au feu

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 17/10/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 02/03/2025

Prescription contrôlée :

La société ALCYON ENVIRONNEMENT SERVICES dont le siège social est situé à 1 bis rue Jean Sabourain à Saint Louis de Montferrand (33440) qui exploite, à cette même adresse, une installation de traitement de déchets non dangereux non inertes de pneus usagés est mise en demeure de respecter les dispositions de l'arrêté préfectoral du 25 juillet 2022 : [...]

- Article 7.3.2: dans un délai de trois mois :

- « en disposant les parois REI 240 des box de stockage de déchets B et C conformément au plan joint en annexe de l'arrêté préfectoral du 25 juillet 2022 ou justifier que cette nouvelle configuration ne présente pas de risque supplémentaire par rapport à la situation décrite dans le dossier de porter à connaissance déposé en 2019 et acté par l'arrêté préfectoral précité (modélisations des scénarii d'incendie des stockages de déchets avec la nouvelle localisation des parois REI 240) ;

- en rehaussant les parois des box de stockage conformément aux dispositions de l'article 7.3.2 de l'arrêté préfectoral précité ;

- en transmettant les justificatifs de résistance au feu des parois REI 240 ;

- en mettant en place des contrôles d'entretien et de surveillance de l'état et de l'étanchéité de la dalle bétonnée recouvrant le sol de l'installation et de consigner les résultats de ces contrôles (pour rappel, ces contrôles doivent être réalisés a minima une fois par an) ». [...]

Constats :

Lors de la précédente inspection, il avait été constaté le respect des dispositions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure portant sur les contrôles d'entretien et de surveillance de l'état et de l'étanchéité de la dalle bétonnée recouvrant le sol de l'installation.

Concernant les points restants de l'arrêté préfectoral de mise en demeure (rehaussement et orientation des parois des box de stockage et justificatifs de résistance au feu des parois REI 240), l'exploitant devait transmettre :

- le plan du site mis à jour et intégrant la localisation des parois REI 240 afin de compléter son sa demande de modification des conditions d'exploitation et d'acter la nouvelle orientation des box B et C ;
- les justificatifs de rehaussement de l'ensemble des parois des box de stockage de pneus

situés en périphérie de l'installation ;

- les justificatifs attestant que les blocs béton constituant les parois de box de stockage de pneus présentent des caractéristiques de résistance au feu REI 240.

Par courriel du 27 novembre 2025, l'exploitant a transmis un plan représentant les nouvelles parois REI 240 au niveau des box B et C mais celui-ci ne représente pas l'ensemble des autres parois REI 240 présentes au niveau des autres stockages. Il est rappelé que le plan demandé doit représenter l'ensemble des parois présentant des caractéristiques au feu particulières (de type REI 240) mises en place sur site et celui-ci sera annexé au futur arrêté préfectoral complémentaire qui actera la modification des conditions d'exploitation présentée dans le dossier de porter à connaissance précité d'octobre 2024.

Le jour de l'inspection du 25 novembre 2025, il a été constaté que l'exploitant a continué de rehausser les parois des box de stockage situés en périphérie du site. Actuellement, seules les parois des trois box 10, 11 et 12 ne sont pas rehaussées (pour rappel, lors de la précédente inspection, seuls 5 box étaient rehaussés). Les stockages de broyats de pneus dans ces box n'excèdent pas une hauteur allant jusqu'à un mètre en dessous du haut de la paroi des box (enfin d'éviter tout risque de propagation d'un éventuel incendie vers l'extérieur du site). La configuration des stockages actuelle est considérée comme acceptable. L'exploitant a indiqué que les derniers box seront rehaussés en 2026 (l'exploitant construit ses blocs béton lui-même).

Enfin, concernant les caractéristiques de résistance au feu des parois des box de stockage, l'exploitant avait transmis à l'issue de la précédente inspection le rapport d'essai réalisé par EFECTIS portant sur la résistance au feu d'un bloc béton référencé VBLOC1600 en provenance de la société SILITECH à Pargny-sur-Saulx : ce document démontre que le bloc béton précité présente une tenue au feu de 240 minutes.

Le jour de l'inspection du 25 novembre 2025, l'exploitant a réaffirmé que :

- le béton constituant les blocs béton des parois des box de stockage de pneus proviennent du fournisseur UNIBETON (l'exploitant a fabriqué lui-même ses blocs à partir du béton provenant d'UNIBETON) ;
- ces blocs présentent les mêmes dimensions et ainsi les mêmes caractéristiques de résistance au feu que les blocs béton de SILITECH testés par EFECTIS, soit des caractéristiques REI 240.

Au regard de ce qui précède, les dispositions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure sur ce point sont considérées comme respectées.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Concernant le rehaussement et l'orientation des parois des box de stockage faisant l'objet de l'arrêté préfectoral de mise en demeure, au regard de ce qui précède et considérant que l'exploitant a engagé des actions correctives en ce sens, aucune sanction administrative n'est proposée à ce stade. Néanmoins, l'exploitant doit transmettre sous un délai de trois mois :

- les justificatifs de rehaussement de l'ensemble des parois des box de stockage de pneus situés en périphérie de l'installation ;
- le plan à jour localisant l'ensemble des parois REI 240 présentes sur le site afin de compléter sa demande de modification des conditions d'exploitation et d'acter la nouvelle orientation des box B et C.

À défaut, une sanction administrative (de type amende) pourra être proposée.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Emissions diffuses de poussières

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article Annexe 3.1, section VI
Thème(s) : Risques chroniques, Impact des retombées atmosphériques de poussières
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 17/10/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective • date d'échéance qui a été retenue : 02/03/2025
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>VI. - Techniques de réductions des émissions atmosphériques diffuses</p> <p>L'exploitant met en œuvre plusieurs techniques de réduction des émissions atmosphériques diffuses parmi celles listées dans le tableau figurant à la section VI de l'annexe 3.1 de l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019.</p>
<p>Constats :</p> <p>Pour rappel, comme déjà indiqué dans le rapport faisant état des constats établis lors des deux précédentes inspections, la MTD n°14 du BREF WT prévoit la mise en place d'une combinaison de plusieurs techniques à mettre en œuvre afin de réduire les émissions atmosphériques diffuses de poussières. Dans le cadre de son dossier de réexamen IED déposé en 2021, l'exploitant avait indiqué que les mesures suivantes étaient mises en place :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les vitesses de circulation des bandes transporteuses ont été optimisées à la conception (MTD14a) ; • des mesures de prévention de la corrosion ont été prises en compte lors de la conception de l'installation : choix des matériaux, équipements peints, etc. (MTD14c) ; • un nettoyage des zones de traitement et réalisé de manière hebdomadaire (MTD14g). <p>La suffisance des techniques mises en œuvre sur le site n'était pas clairement justifiée au regard de la MTD 14 du BREF WT .</p> <p>A l'issue de la précédente inspection, il a été demandé à l'exploitant de se positionner sur ce sujet.</p> <p>Par courriel du 25 novembre 2025, l'exploitant a indiqué que les opérations de broyage de pneus ne sont pas émettrices de poussières notamment car elles sont réalisées par des broyeurs lents. De plus, un système de brumisation est en place au niveau des broyeurs. Ce dispositif est principalement dédié la lubrification et au refroidissement des machines, mais permet également une humidification des matières et réduit ainsi les éventuels envols de poussières. Les émissions diffuses sont donc fortement réduites voire évitées.</p>

Au regard de ce qui précède, l'exploitant a mis en place les mesures nécessaires pour répondre aux exigences de la MTD14. Aussi, l'écart relevé lors de la précédente inspection sur ce point est levé.

Pour rappel, la réalisation d'une étude des risques et des impacts générés par les retombées atmosphériques de poussières liées au broyage de pneus usagés a été imposée par les dispositions de l'arrêté préfectoral en vigueur considérant que la MTD n°14d prévoit un système de confinement, collecte et traitement des poussières au niveau de la ligne de broyage et que la MTD n°14e prévoit un système d'humidification des sources potentielles d'émissions diffuses. Cette étude devait estimer l'impact des émissions de poussières de l'installation et ainsi juger de la nécessité ou non de confiner l'ensemble des chaînes de broyage et/ou de mettre en place un système d'humidification au niveau des lignes de broyage.

Comme indiqué précédemment, l'exploitant a mis en place une combinaison de plusieurs techniques visant à réduire les émissions atmosphériques diffuses de poussières et a ainsi répondu aux objectifs de la MTD 14. Par conséquent, la réalisation de l'étude susvisée n'apparaît pas pertinente. Les prescriptions existantes seront actualisées en conséquence dans le cadre de l'instruction du dossier de porter à connaissance évoqué dans les précédents points de contrôle.

Type de suites proposées : Sans suite